

## RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE A INTEGRER AU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE



### Textes législatifs et normatifs :

- Articles législatifs : L. 1334-12-1
- Articles réglementaires : R. 1334-17, R.1334-18, R.1334-20, R.1334-21
- Norme NFX 46-020 – Août 2017
- Décret : 2011-629 – 03 juin 2011
- Arrêté du 12 décembre 2012 (listes A et B)
- Arrêté du 26 juin 2013

### Objet de la mission :

La présente mission consiste à établir le constat de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante d'un immeuble bâti à insérer dans le Dossier Technique Amiante en référence aux articles L 1334-12-1 du Code de la Santé Publique relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

### Avertissement :

L'attention du propriétaire est attirée sur le fait que la recherche des matériaux et produits contenant de l'amiante s'applique aux seuls matériaux et produits des composants de la construction directement visibles et accessibles sans investigation destructive (listes A et B mentionnées aux articles R1334-20 et R1334-21).

La responsabilité de l'opérateur de repérage ne pourrait être mise en cause en cas de présence d'amiante :

- Dans des zones inaccessibles,
- Dans des zones connues du représentant du donneur d'ordre mais non mentionnées par lui,
- Dans des zones non indiquées sur les documents relatifs à l'immeuble visité,
- Dans des zones accessibles uniquement après démontage.

Les résultats de la présente mission ne peuvent être utilisés comme un repérage préalable à la réalisation de travaux et/ou démolition.

### Propriétaire

Société SOC DIPLOMES ECOLE NAL SUP ARCHI  
LYON  
3 RUE MAURICE AUDIN  
BP 170 - 69512 VAULX EN VELIN CEDEX

### Donneur d'ordre

SOC DIPLOMES ECOLE NAL SUP ARCHI LYON  
3 RUE MAURICE AUDIN - 69120 VAULX EN VELIN

### Identification du bien immobilier et de ses annexes

ADRESSE DU BIEN	3 rue Maurice Audin - Rés. ECOLE NATIONALE SUPERIEURE ARCHITECTURE LYON - 69120 VAULX-EN-VELIN		
TYPE DE BIEN	logé gardien	RÉFÉRENCES CADASTRALES	Non renseigné
DÉSIGNATIONS DES LOTS	Non renseigné	DATE DU PERMIS DE CONSTRUIRE	Non renseigné
LOTS ANNEXES	Aucun lot annexe		

### Références de la mission

DATE DE LA VISITE	27/03/2018	Date de la commande	29/03/2018
ACCOMPAGNATEUR	Aucun accompagnateur		
OPERATEUR DE REPERAGE	Ahmed KENDEL		
LE PRÉSENT RAPPORT EST ÉTABLI PAR UNE PERSONNE DONT LES COMPÉTENCES SONT CERTIFIÉES PAR	SAINT-HONORE AUDIT - 91 rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS (C023-SE03-2017)		
CONTRAT D'ASSURANCE	MMA IARD - n°127.106.241 valide jusqu'au 31 décembre 2018		
LABORATOIRE ACCRÉDITÉ (ANALYSE)	ITGA - Espace Performance - Bâtiment K - 35760 SAINT GREGOIRE - Numéro d'accréditation COFRAC : 1-5970		

### Documentation fournie par le donneur d'ordre

DOCUMENTS RELATIFS À LA CONSTRUCTION OU AUX PRINCIPAUX TRAVAUX DE RÉNOVATION DE L'IMMEUBLE	Non fournis
RAPPORTS ANTÉRIEURS DE RECHERCHE DE MATÉRIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE	Non fournis
DIVERS (DERNIERS PV D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ...)	Non fournis

Fait à SAINT DIDIER AU MONT D'OR,  
le 12/04/2018  
Effectué par Ahmed KENDEL



**CONCLUSIONS DE LA MISSION DE REPERAGE :**

- Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

**Sommaire**

1. Conditions de réalisation du repérage .....	2
2. Liste des pièces et locaux visités & non visités.....	3
3. Résultat détaillé du repérage .....	3
A. Matériaux & Produits de la liste A contenant de l'amiante : .....	3
B. Matériaux & Produits de la liste B contenant de l'amiante : .....	3
C. Matériaux & Produits ne contenant pas d'amiante : .....	3
D. Matériaux & Produits susceptibles de contenir de l'amiante : .....	4
E. Commentaires .....	4
4. Annexes .....	5

**1. CONDITIONS DE RÉALISATION DU REPÉRAGE****Le présent rapport de repérage amiante n'est pas suffisant en cas de travaux ou de démolition :**

Il doit être complété par un repérage portant sur tous les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante selon la liste C de l'annexe 13.9 du décret du 03 juin 2011 et qui pourraient être mis en évidence à l'occasion des travaux envisagés.

Dans ce cadre il peut être nécessaire de réaliser des sondages destructifs pour s'assurer de la composition interne d'un composant, d'un ouvrage ou d'un volume concerné par les travaux.

**PRÉCISIONS SUR LA MÉTHODOLOGIE DU REPÉRAGE**

Dans le cadre d'une vente ou en vue de la constitution du Dossier Technique Amiante, l'investigation est menée en conformité avec les arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013.

L'opérateur de repérage recherche et constate de visu la présence de matériaux et produits, **accessibles sans travaux destructifs**, qui correspondent aux listes A et B mentionnées aux articles **R1334-20** et **R1334-21** du code de la santé publique.

Ce dossier est réalisé conformément au décret n° **2011-629 du 03 juin 2011** et aux arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013 ainsi qu'à la norme NF X46-020 d'août 2017.

Justification des écarts à la norme NF X46-020 : Sans objet.

Conditions spécifiques de réalisation de la mission : Sans objet.

## 2. LISTE DES PIÈCES ET LOCAUX VISITÉS & NON VISITÉS

Etage	Pièce	Visité	Motif
Rdc	Salle de repos	Oui	
Rdc	Cuisine	Oui	
Rdc	Salle de bains	Oui	
Exterieurs	Façade Est	Oui	
Exterieurs	Façade Ouest	Oui	
Exterieurs	Façade Nord	Oui	
Exterieurs	Toit terrasse	Oui	

## 3. RÉSULTAT DÉTAILLÉ DU REPÉRAGE

### Description sommaire des pièces et locaux visités :

Parties d'immeubles bâties et non bâties visitées	Parties d'ouvrages et éléments examinés
Salle de repos (RDC)	Sol (Carrelage), Plafond (Plâtre et toile de verre peinte), Plinthes (Plinthes carrelage), Murs (Plâtre et toile de verre peinte)
Cuisine (RDC)	Sol (Carrelage), Plafond (Plâtre et toile de verre peinte), Plinthes (Plinthes carrelage), Conduits de fluide (Ventilation haute), Murs (Plâtre et toile de verre peinte, Plâtre et Faïence murale)
Salle de bains (RDC)	Sol (Carrelage), Plafond (Plâtre et toile de verre peinte), Plinthes (Plinthes carrelage), Conduits de fluide (Ventilation haute), Murs (Plâtre et toile de verre peinte, Plâtre et Faïence murale)
Façade Est (Extérieurs)	Murs (Béton+Enduit projeté noir)
Façade Ouest (Extérieurs)	Murs (Béton+Enduit projeté noir)
Façade Nord (Extérieurs)	Murs (Béton+Enduit projeté noir)
Toit terrasse (Extérieurs)	Sol (Complexe d'isolation et d'étanchéité)

### A. Matériaux & Produits de la liste A contenant de l'amiante :

Sans objet.

### B. Matériaux & Produits de la liste B contenant de l'amiante :

Sans objet.

### C. Matériaux & Produits ne contenant pas d'amiante :

Localisation	Composant	Critère de décision
Façade Est (Extérieurs)	Revêtement mur - Béton+Enduit projeté noir	Prélèvement : P1
Façade Nord (Extérieurs)	Revêtement mur - Béton+Enduit projeté noir	Cf prélèvement : P1
Façade Ouest (Extérieurs)	Revêtement mur - Béton+Enduit projeté noir	Prélèvement : P2

## D. Matériaux & Produits susceptibles de contenir de l'amiante :

Sans objet.

## E. Commentaires

Pièce	Observations
Cuisine (RDC)	Conduit de ventilation non visitable car bouche d'aération non démontable.
Salle de bains (RDC)	Conduit de ventilation non visitable car bouche d'aération non démontable.
Toit terrasse (Extérieurs)	Non sondé: Tout sondage pourrait altérer la fonction du matériau.

### (\*) Obligation en cas de présence de matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante :

- **État 1 :** Le propriétaire doit procéder à un contrôle périodique de l'état de conservation du ou des matériau(x) ou produit(s) concerné(s) dans les conditions prévues à l'article R 1334-27 du décret n°2011-629; ce contrôle doit être effectué dans un délai maximal de 3 ans à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage
- **État 2 :** Le propriétaire doit procéder, selon les modalités prévues à l'article R 1334-25 du décret n°2011-629, à une surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'atmosphère par un organisme agréé en microscopie électronique à transmission
- **État 3 :** Le propriétaire doit procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues au dernier alinéa de l'article R 1334-29 du décret n°2011-629.

### (\*\*) Recommandations en cas de présence de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante

- **EP (évaluation périodique) :**
  - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
  - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
- **AC1 (action corrective de premier niveau) :**

Rappel de l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

  - a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
  - b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
  - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.
- **AC2 (action corrective de second niveau) :**

Rappel de l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

  - a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
  - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;
  - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

#### 4. ANNEXES

##### Annexe 1 : Informations sur l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

##### Annexe 2 : Programme de repérage de l'amiante

###### Liste A mentionnée à l'article R 1334-20

COMPOSANT A SONDER OU A VÉRIFIER
Flocages Calorifugeages Faux plafonds

###### Liste B mentionnée à l'article R 1334-21

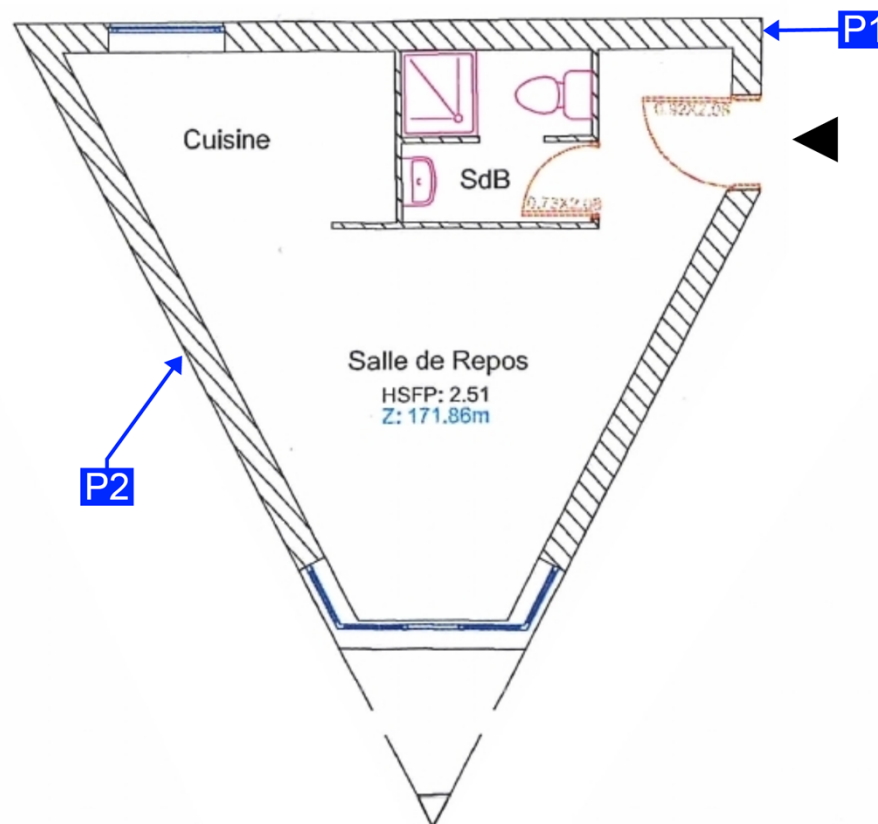
COMPOSANTS DE LA CONSTRUCTION	PARTIES DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
<b>1. Parois verticales intérieures</b>  Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
<b>2. Planchers et plafonds</b> Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol.
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b> Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...). Clapets/volets coupe-feu. Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
<b>4. Eléments extérieurs</b>  Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

**Annexe 3 : Schémas de repérage & Photographies**

*Le présent schéma de repérage est un schéma de circulation permettant de localiser :*

- *les prélèvements effectués*
- *les matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA) repérés*

***Il est non coté et non contractuel.***

[illegible]

**Annexe 4 : Fiche d'identification et de cotation des ouvrages ou parties d'ouvrages**

Prélèvement n°	Composant	Localisation du prélèvement	Présence d'amiante	Date du prélèvement	Croquis n°	Photo n°	Grille d'évaluation n°	Conclusion	Avis et interprétation
P1	Revêtement mur - Béton+Enduit projeté noir	Façade Est - Extérieurs	Négatif	27/03/2018	/	/	0		/
P2	Revêtement mur - Béton+Enduit projeté noir	Façade Ouest - Extérieurs	Négatif	27/03/2018	/	/	0		/



## Annexe 5 : Procès-verbaux d'analyses laboratoire



Parc d'affaires Espace Performances Bât K  
35760 SAINT-GREGOIRE  
Tel : 02.99.35.41.41  
Fax : 02.23.22.52.27  
www.itga.fr

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

Accréditation n° 1-5970

Liste des sites et portées  
disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



### RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT1418-15562 EN DATE DU 10/04/2018 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)

*Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.*

Client : QUALICONCONSULT IMMOBILIER - SAINT DIDIER AU MONT D'OR Parc de Crecy 5 b rue Claude Chappe	Réf. Commande ITGA : IT1418-15562 Réf. Commande Client : 500567/P1
--	---

Prélèvement(s) : Reçu au laboratoire le : 04/04/2018

Préparation(s) : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- Pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : pas de traitement thermique ou mécanique
- ou
- Pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération de poussières sur grille de microscope électronique (méthode interne IT 085 ou IT 286)

Technique Analytique(s) :  
ou

- Microscopie Optique à Lumière Polarisée (méthode guide HSG 248 - appendice 2)
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat(s) :

Fraction analysée	Technique analytique	Nb de préparations	Date d'analyse	Résultat / Type d'amiante
Réf dossier client : 500567 - DTA - 3 rue Maurice Audin - Rés. ECOLE NATIONALE SUPERIEURE ARCHITECTURE LYON - 69120 VAULX-EN-VELIN		Réf échantillon ITGA : IT141804-11174		
Réf échantillon client : P0001 - Beton+Enduit projeté noir - Façade Est (Exterieurs) / Revêtement mur		Description ITGA : Enduit compact noir hétérogène / Matériau compact gris		
► Enduit compact noir hétérogène + matériau compact gris	META	1	10/04/2018	Amiante non détecté / -
Réf dossier client : 500567 - DTA - 3 rue Maurice Audin - Rés. ECOLE NATIONALE SUPERIEURE ARCHITECTURE LYON - 69120 VAULX-EN-VELIN		Réf échantillon ITGA : IT141804-11175		
Réf échantillon client : P0002 - Beton+Enduit projeté noir - Façade Ouest (Exterieurs) / Revêtement mur		Description ITGA : Enduit compact noir en vrac hétérogène		
► Enduit compact noir en vrac hétérogène	META	1	10/04/2018	Amiante non détecté / -

Validé par : Kévin GUILLOIS - Analyste

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale : ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164-01 rev 03

Page 1/1

**Annexe 6 : Certifications**

# CERTIFICATION DE DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER



Décerné à :

**Monsieur KENDEL Ahmed** sous le numéro : **C023-SE03-2017**

DOMAINE (S) CONCERNE (S)	VALIDITE
DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (SANS MENTION)	<i>Du 11/07/2017 Au 10/07/2022</i>
DIAGNOSTIC DE L'ETAT DES INSTALLATIONS INTERIEURES DE GAZ	<i>Du 11/07/2017 Au 10/07/2022</i>
DIAGNOSTIC DE L'ETAT DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES IMMEUBLES A USAGE D'HABITATION	<i>Du 06/04/2017 Au 05/04/2022</i>
DIAGNOSTIC CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB	<i>Du 27/03/2017 Au 26/03/2022</i>
DIAGNOSTIC DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS (SANS MENTION)	<i>Du 27/03/2017 Au 26/03/2022</i>
DIAGNOSTIC ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES (METROPOLE)	<i>Du 11/07/2017 Au 10/07/2022</i>

Les compétences répondent aux exigences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application\*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

\* Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification; Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 08 décembre 2009 et du 13 décembre 2011 ; Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 15 décembre 2009 et 15 décembre 2011 ; Arrêté du 10 août 2015 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 10 décembre 2009 et 2 décembre 2011.

Délivré à Thionville, le 11/07/2017  
Pour QUALIT'COMPETENCES  
Larouz Soufian, Responsable Technique



Saint Honoré Audit et sa marque Qualit'Compétences est  
accrédité sous le numéro **4-0569** Portée disponible sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

QUALIT'COMPETENCES 16, rue Villars- 57 100 THIONVILLE  
Tél : 05 81 10 04 61 - Fax : 03 82 83 38 07 - mail : [contact@qualit-competences.com](mailto:contact@qualit-competences.com)  
SARL au capital de 7500 Euros – RCS de Thionville TI 788 973 543 – N° de gestion 2015 B 12- Code NAF : 8559A

**Annexe 7 : Assurance****ASSQCI1****ATTESTATION D'ASSURANCE****MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES / MMA IARD**Atteste que le souscripteur désigné ci-dessous : **QUALICONSULT IMMOBILIER** (490 676 293 RCS Paris) 8 rue Jean Goujon - 75008 PARISEst titulaire du contrat de **RESPONSABILITE CIVILE n°127106241** destiné à garantir les conséquences pécuniaires des fautes, erreurs, omissions qui pourraient être commises dans l'exercice des missions confiées en qualité de **diagnostiqueurs immobiliers**.Les missions :

- Diagnostic amiante et hydrocarbures aromatiques polycycliques avant travaux ou démolition,
- Diagnostics amiante avant-vente,
- Dossier technique amiante,
- Diagnostic gaz,
- Diagnostic termites,
- Exposition au plomb (CREP),
- Risques naturels et technologiques,
- Diagnostic de performance énergétique,
- Diagnostic légionellose,
- Diagnostic radon,
- Etat des lieux,
- Prêt conventionné : normes d'habitabilité, prêt à taux zéro,
- Contrôle périodique amiante,
- Etat parasitaire,
- Loi Carrez,
- Diagnostic Métrage Habitable Loi Boutin,
- Etat de l'installation électrique intérieure,
- Millièmes/Tantièmes,
- Diagnostic technique SRU,
- Recherche de plomb dans l'eau,
- Recherche de plomb avant travaux,
- Etat descriptif relatif à la décence et la performance technique du logement (loi Scellier),
- Assainissement autonome et privatif,
- Diagnostic conformité piscine,
- Diagnostic gestion des déchets issus de démolition,
- Assistance dans l'évaluation des risques professionnels pour la santé et la sécurité des travailleurs (décret 2001-1016 du 5 nov. 2001) : document unique
- Repérage des matériaux contenant des Fibres Céramiques Réfractaires,
- Mesure d'empoussièrement

Les sommes assurées :

- RC Exploitation : 8.000.000 € tous dommages confondus par sinistre
- RC Professionnelle : 2.000.000 € tous dommages confondus par sinistre et par année

La présente attestation est délivrée pour valoir ce que de droit pour la période du **1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018**. Elle ne peut engager la compagnie au-delà des clauses, limites et conditions de la police à laquelle elle se réfère, notamment en cas de suspension et de résiliation.

Fait à Paris, le : 09/01/2018

